

# Prix des produits alimentaires:

## les petits agriculteurs peuvent contribuer à résoudre les problèmes



Ouvrir pour que les populations rurales pauvres se libèrent de la pauvreté

La volatilité des cours constatée dernièrement sur les marchés internationaux fait peser une menace sur la sécurité alimentaire mondiale. Pour les deux milliards de personnes qui vivent et travaillent sur de petites exploitations dans les pays en développement, l'existence est devenue plus précaire. Cependant, des investissements, des politiques et des programmes de développement adaptés offrent une immense possibilité aux petits agriculteurs qui souhaitent accroître leur production vivrière et améliorer ainsi leurs conditions de vie tout en contribuant à assurer la sécurité alimentaire pour tous.

Les causes profondes de la récente crise de la sécurité alimentaire remontent à près de 30 ans, époque où les investissements dans l'agriculture ont amorcé un repli, ce secteur étant perçu comme peu rentable. En 1979, les fonds accordés au secteur agricole représentaient 18% de l'aide totale. En 2006, cette part n'était plus que de 2,9%. Au cours de la même période, dans les pays en développement eux-mêmes, les investissements publics ont également reculé, d'un tiers en Afrique et de pas moins de deux tiers en Asie et en Amérique latine.

Dans de nombreux pays en développement, en particulier ceux à faible revenu, la diminution des investissements s'est doublée d'une carence des politiques. Les gouvernements ont supprimé les anciens instruments, trop onéreux, qui appuyaient l'agriculture sans les remplacer par de nouveaux mécanismes plus efficaces.

Faute de politiques de dépenses publiques destinées à soutenir le secteur, le taux de croissance de la productivité agricole s'est mis à baisser, passant de quelque 3,5% dans les années 80 à environ 1,5% de nos jours. Les



FIDA/M. Milinga

Lorsque les paysans pauvres ont accès au crédit et à des installations de stockage fiables pour leurs céréales, ils peuvent vendre au meilleur prix. Le système de récépissés d'entrepôt, mis en place en République-Unie de Tanzanie dans le cadre d'un programme bénéficiant de l'appui du FIDA, est un moyen d'aider les agriculteurs à tirer parti du relèvement des prix des produits alimentaires et de préserver la sécurité alimentaire.

stocks vivriers mondiaux diminuent eux aussi – d'environ 3,4% par an depuis 1995.

Aujourd'hui, la sécurité alimentaire est précaire. Le changement climatique devrait amoindrir les disponibilités de terres arables et d'eau. En outre, de plus en plus de superficies agricoles sont consacrées aux biocarburants plutôt qu'aux cultures vivrières.

Parallèlement, la population mondiale ne cesse de croître et devient plus aisée, ce qui accentue la demande de nourriture. Pour répondre à cette demande, il faudra que la production céréalière augmente d'environ 50% d'ici à 2030 et celle de viande de 85%. Il est vital de savoir qui va produire cette nourriture.

La plupart des petits agriculteurs de par le monde peinent à survivre et à nourrir leur famille avec moins de 2 dollars par jour. Nombre d'entre eux n'ont pu répondre à la demande accrue faute d'avoir accès à des actifs et des capitaux; en outre, leurs coûts de transaction sont plus élevés, ce qui les empêche de s'adapter et de réagir rapidement à l'évolution des marchés.

Les petits agriculteurs ne sont pas en mesure d'affronter la concurrence sur un pied d'égalité sur les marchés locaux, régionaux ou mondiaux. La plupart du temps, ils n'ont pas accès aux marchés en

raison du mauvais état des routes ou de la cherté du transport. Par ailleurs, le renchérissement des produits alimentaires ne se répercute pas toujours au niveau de l'exploitation, là où les agriculteurs sont souvent contraints de vendre leurs produits.

Par conséquent, ce sont les grands exploitants commerciaux des pays développés et des pays exportateurs vivriers qui font face à l'accroissement de la demande. Entre 2007 et 2008, la production céréalière des pays développés a augmenté de 12,7%, contre 2,7% pour celle des pays en développement sur la même période. De plus, si l'on ne tient pas compte du Brésil, de l'Inde et de la Chine continentale, la production des pays en développement n'a augmenté que de 0,18%.

Fournir un appui aux petits exploitants permettrait non seulement de renforcer la sécurité alimentaire mondiale mais aussi de réduire considérablement la pauvreté. Laissés à leur sort, nombre de ces petits exploitants risquent de sombrer dans un dénuement plus grand encore et de souffrir davantage de la faim.

Si les populations ne peuvent tirer leur subsistance de la terre, elles sont souvent contraintes de partir. Cette migration économique est source de tension sociale, de pauvreté urbaine et de conflit.

## DONNÉES IMPORTANTES

- La population mondiale devrait croître de 50% d'ici à 2050.
- La production vivrière devra augmenter de 50% d'ici à 2030 pour répondre à l'accroissement de la demande.
- Environ 500 millions de petites exploitations, dans les pays en développement, nourrissent près de 2 milliards de personnes – ce qui représente un tiers de l'humanité.
- En 2009, le nombre des victimes de la sous-alimentation dans le monde devrait atteindre 1,02 milliard.
- Malgré la chute des cours mondiaux durant le second semestre de 2008, l'indice des prix des aliments de la FAO en décembre 2008 dépassait de 28% celui de 2005. Dans nombre de pays en développement, les prix des produits alimentaires restent très élevés et affectent l'accès à la nourriture des groupes de population à faible revenu.
- Les dépenses de l'État consacrées au secteur agricole des pays les plus pauvres du monde représentent en moyenne 4% des dépenses publiques.
- La part de l'aide au développement allant à l'agriculture était de 4,6% en 2007, contre 18% en 1979.



Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies qui a pour vocation d'éliminer la pauvreté et la faim dans les zones rurales des pays en développement.

Fonds international de développement agricole  
Via Paolo di Dono 44, 00142 Rome, Italie  
Téléphone: +39 06 54591  
Télécopie: +39 06 5043463  
Courriel: ifad@ifad.org  
www.ifad.org, www.ruralpovertyportal.org

Juillet 2009

## La force des petites exploitations

Les petites exploitations sont souvent très efficaces sur le plan de la production par hectare, et leur potentiel de croissance est immense.

L'expérience montre que l'aide aux petits exploitants peut contribuer à la croissance économique et à la sécurité alimentaire d'un pays. Par exemple, autrefois pays à déficit vivrier, le Viet Nam est désormais un grand exportateur de produits alimentaires et le deuxième exportateur mondial de riz. Il s'est imposé sur le marché en grande partie en mettant en valeur la petite agriculture. En 2007, le taux de pauvreté est passé au-dessous de 15%, contre 58% en 1979. Soixante-trois pour cent de la population vietnamienne vit en zone rurale et tire son revenu principal de l'agriculture.

Les petits producteurs peuvent contribuer à l'accroissement des approvisionnements vivriers dans le monde. Pour cela, il faut avant tout leur garantir l'accès à la terre et à l'eau – tout comme à des services financiers ruraux leur permettant d'acheter semences, outils et engrais. Ils ont besoin aussi de routes et de moyens de transport pour acheminer leurs produits sur les marchés, ainsi que de technologies pour recevoir et mettre en commun les dernières données sur les prix du marché. De plus, ils ont besoin d'organisations plus fortes, de manière à gagner en pouvoir de négociation sur les places commerciales et à influencer sur les politiques agricoles menées à l'échelon national, régional et mondial.

Par-dessus tout, il est essentiel pour les petits exploitants que leur propre gouvernement et la communauté internationale prennent des engagements à long terme vis-à-vis du secteur agricole et y investissent davantage.

## Les activités menées par le FIDA

Le FIDA est conscient du fait que la communauté internationale doit prendre des mesures concertées et exhaustives.

Il a participé activement à l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire créée par le Secrétaire général de l'ONU en avril 2008. Le Cadre d'action global mis au point par cette équipe spéciale vise à garantir que les efforts de la communauté internationale sont bien planifiés et coordonnés. Le FIDA accueille désormais la plateforme de Rome du Secrétariat de l'équipe spéciale.

Les partenariats sont essentiels si l'on veut éliminer la faim et assurer la sécurité alimentaire. Les principaux partenaires du FIDA sont les populations rurales pauvres et les organisations qui les représentent. Le FIDA collabore aussi avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM), la Banque mondiale et d'autres encore. Dans ce vaste contexte, les gouvernements jouent un rôle clé, dans la mesure où ils guident la communauté internationale pour qu'elle s'attaque de manière efficace, efficiente et cohérente à l'enjeu de la sécurité alimentaire mondiale.

Le FIDA a été créé pour lutter contre la faim et la pauvreté en milieu rural. Il cherche avant tout à renforcer la capacité des populations rurales pauvres à s'attaquer aux problèmes qu'elles rencontrent et à saisir les chances qui s'offrent à elles. Les organisations paysannes jouent un rôle essentiel dans la défense des intérêts des populations rurales pauvres, alors que le marché devient de plus en plus compétitif et mondialisé. Le renforcement de ces organisations est indispensable pour le bon fonctionnement du FIDA.

En 2008, lors de la Consultation sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA, les États membres du Fonds sont convenus de contribuer aux ressources de l'organisation à hauteur de 1,2 milliard d'USD. Cela signifie que le FIDA sera en mesure d'élargir considérablement son programme de travail, lequel atteindra 3 milliards d'USD pour la période 2010-2012. Le Fonds poursuivra ses efforts visant à renforcer son efficacité en matière de développement et accroîtra ses investissements dans la production agricole durable, pour garantir la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement rural et éliminer les causes profondes de la faim.

### PERSONNE À CONTACTER

**P. Justin Kouka**  
Conseiller spécial du Vice-Président  
FIDA  
Tél.: +39 06 54592299  
Courriel: j.kouka@ifad.org

### LIENS

**FIDA**  
[www.ifad.org](http://www.ifad.org)  
**Le FIDA et le prix des aliments**  
[www.ifad.org/operations/food/](http://www.ifad.org/operations/food/)  
**Cadre d'action global**  
[www.un.org/issues/food/taskforce/cfa.shtml](http://www.un.org/issues/food/taskforce/cfa.shtml)